

# L'essor

n° 4 - août 2007 - paraît 6 fois par année

## Editorial

### Entre dénonciation et respect du prochain

Au cours de ces dernières années, quelques abonnés ont renoncé à *l'Essor*, estimant que son ton était devenu trop consensuel et qu'il prenait trop souvent des pincettes pour dénoncer les injustices et les dérives de notre monde. Message reçu dix sur dix: nous avons utilisé des mots un peu plus sévères pour stigmatiser les exploités et les fauteurs de guerre. Mais nous avons toujours pris la peine d'éviter les attaques personnelles, considérant que nous combattons des idées et non des personnes.

Aujourd'hui, nous sommes perplexes car un de nos lecteurs nous signale qu'il ne désire plus recevoir notre journal en nous disant: «*En dernière page, il est écrit que*

*l'Essor est un journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque. Or, je lis en première page: ... le pays dont les autorités et les puissances de l'argent sont en train d'écraser le peuple... une justice sans vergogne et sans pudeur, des conseillers fédéraux sans cœur... le peuple se fait tromper... Dans ma conception des choses, ce n'est pas avec ce type de phrases que l'on travaille au rapprochement entre les humains*». Nous avons adressé un accusé de réception à cet abonné, en l'informant que nous ferions connaître notre réponse à l'ensemble de nos lecteurs. C'est là le but de cet éditorial.

*l'Essor*, dans la charte qu'il a adoptée en mai 2005, affirme la primauté des valeurs de partage et aspire à participer à l'éveil des consciences. Tout en rappelant qu'il est un journal engagé, il souligne qu'il a placé l'être humain au centre de ses préoccupations et qu'il milite pour des causes et des valeurs allant dans ce sens. Ses engagements s'articulent autour de quatre thèmes principaux: la cause de la paix, la pratique de la solidarité, le respect de la vie et l'ouverture à la créativité.

Défendre ces grands principes tout en ménageant ceux qui les bafouent n'est pas chose facile. Les membres du comité rédactionnel essaient de trouver un juste équilibre entre le respect qui est dû à chaque être humain et la dénonciation des actes attentatoires à la paix et à la solidarité qui sont commis à travers le monde. Ils s'expriment avec leur enthousiasme et leur idéal, parfois aussi avec quelques excès de langage.

La grande question est celle-ci: jusqu'où peut-on accepter sans condamner? En d'autres mots, où faut-il situer la limite entre l'indignation et la condamnation? A quel moment notre esprit de jugement comporte-t-il une part d'intolérance? Chers lectrices et chers lecteurs, nous n'avons pas de réponse toute faite à vous offrir. Nous pouvons seulement vous réaffirmer notre volonté de faire de *l'Essor* un espace de réflexion et d'ouverture. Nous avons besoin de vos conseils et de vos remarques. Nous ne prendrons jamais ombrage de vos critiques car c'est pour vous et avec vous que nous voulons assurer la pérennité de *l'Essor*.

Rémy Cosandey

### Exemples à l'appui!

Le philosophe français Hippolyte Taine disait: «*N'ayez d'intolérance que vis-à-vis de l'intolérance*». Pouvons-nous être d'accord avec cette affirmation à la lumière de nos propos dans l'éditorial de ce numéro? Le comité rédactionnel de *l'Essor* ne peut pas se prononcer collectivement mais il est certain que chacun de ses membres a une position influencée par ses valeurs, sa culture ou sa foi.

Parmi les innombrables actes ou paroles d'intolérance, il en est deux qu'on peut prendre en exemple. Citons tout d'abord le président actuel des Etats-Unis. Son entêtement, son esprit guerrier et sa soumission aux marchands de canons ont débouché sur une sanglante tuerie en Irak et sur le rejet de la civilisation occidentale dans de nombreux pays. Relevons ensuite la position du pape qui affirme avec arrogance que l'Eglise catholique romaine est la seule vraie Eglise. A son avis, toutes les autres branches de la chrétienté (les protestants et les orthodoxes notamment) ne sont que des sectes. De quoi relancer la guerre des religions et élargir le schisme entre les disciples du Christ.

S'indigner contre de tels actes et de tels propos, est-ce faire preuve d'intolérance? Où est-ce au contraire le rôle de tous ceux qui oeuvrent pour la paix et le rapprochement entre les humains?

## L'histoire de l'Union européenne en une page!

L'Europe est une longue histoire, faite d'espoirs et de déceptions, de succès et de défaites. Elle a été longtemps un terrain de violence; elle peut devenir un modèle de paix. Elle a été un des berceaux de la civilisation; elle peut être une lumière pour le monde de demain. Après des siècles de guerres, de conquêtes et de massacres, les peuples européens ont enfin compris que leur survie était liée à la coexistence pacifique. Le Siècle des Lumières a ouvert la porte à une nouvelle ère d'universalisme et les ravages des deux guerres mondiales ont fait prendre conscience de la nécessité de résoudre les conflits par le dialogue.

Différentes tentatives de construire l'Europe et de rapprocher ses peuples ont échoué par le passé. On peut donc admettre que la véritable histoire moderne de l'Union européenne a commencé en 1957 avec le Traité de Rome signé par la France, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg. Dans son article 2, ce traité affirme: *«La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une Union économique et monétaire et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes, de promouvoir un développement harmonieux et équilibré des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement, un haut degré de convergence des performances économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les Etats membres».*

Le Traité met en œuvre certains outils pour réaliser ses objectifs, essentiellement la libre circulation des marchandises (la libre circulation intégrale des personnes viendra plus tard), passant par l'élimination des droits de douane et des restrictions à l'importation. En gros, on peut dire que l'Union européenne s'est articulée à ses débuts autour de deux grands axes: une union douanière et une politique agricole commune.

Au cours des années suivantes, un débat passionné s'est ouvert au sujet de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Le général de Gaulle y était fortement opposé, craignant que l'entrée du Royaume-Uni ne rapproche trop l'Europe d'une vision atlantiste ou remette en cause les règles de la politique agricole. Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou pour que cette entrée britannique redevienne envisageable. Finalement, le premier élargissement survient en janvier 1972 lorsque l'Irlande, le Royaume-Uni, le Danemark et la Norvège signent un traité d'adhésion. Cependant, par référendum, la Norvège rejette cette adhésion et laisse l'Europe se construire à neuf Etats.

Trois nations libérées de leurs dictatures vont bientôt rejoindre l'Europe: la Grèce en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986. Quelques années plus tard, un événement majeur va venir bouleverser le paysage de la carte européenne: la chute du mur de Berlin et, dans sa foulée, la réunification allemande. Cette réunification déplace vers l'est le centre géopolitique d'une Europe qui se positionne très favorablement pour accueillir dans son giron les nations issues du bloc de l'Est. L'élargissement se poursuit en 1995 avec l'entrée de la Suède, de la Finlande et de l'Autriche.

Le 1er mai 2004, dix nouveaux Etats rejoignent l'Union:

Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie. Enfin, en 2007, c'est la Roumanie et la Bulgarie qui montent dans le train de l'Europe. Six wagons en 1957, 27 en 2007: le convoi s'est considérablement allongé en cinquante ans. Et, aujourd'hui déjà, de nouveaux Etats frappent à la porte: les républiques de l'ex-Yougoslavie, l'Ukraine et la Turquie notamment. On n'est plus très loin de cette fantasmagorique vision d'une Europe s'étendant de l'Atlantique à l'Oural.

Pour toutes ces nations, il s'agira avant tout de remplir les critères de convergence et d'assimiler le contenu des traités (Rome, Amsterdam, Maastricht, Nice), voire de préparer leurs opinions publiques aux sacrifices préalables à l'entrée dans l'Union. Car les traités, au-delà des propos solennels, prévoient souvent des mesures drastiques visant à rendre l'Union compétitive au niveau international et à ne pas freiner la croissance de ses membres les plus riches.

De nombreux observateurs politiques estiment que la construction européenne se trouve bloquée sur des points importants. De plus en plus souvent, l'unanimité requise est un obstacle insurmontable à de nouvelles avancées et une arme trop puissante aux mains de personnalités politiques peu sensibles à la cause européenne (Margaret Thatcher notamment). Et surtout, la population européenne, dont l'avis n'est sollicité que tous les cinq ans (pour élire le Parlement), exprime de plus en plus clairement son scepticisme quant à la transparence des institutions.

A l'actif de l'Union européenne: l'introduction d'une monnaie unique utilisée dans plusieurs pays et un certain rééquilibrage économique dans les pays du Sud et de l'Est. Au passif: l'incapacité de certains Etats de faire passer l'intérêt général avant leurs intérêts particuliers et l'alignement de plusieurs d'entre eux sur la politique américaine.

Aujourd'hui, l'Union européenne est en manque d'une Constitution, le projet proposé ne faisant pas l'unanimité. Les gouvernements disent oui et les peuples, lorsqu'ils sont consultés, disent généralement non (France et Hollande). Ces positions antinomiques montrent bien qu'il existe un énorme déficit démocratique au sein de l'Union européenne et que la construction de l'Europe ne pourra pas se faire sans l'appui de ceux qui sont directement concernés, c'est-à-dire les Européens eux-mêmes. La légitimité d'un gouvernement supranational doit être dans les mains du peuple et non dans celles des élites.

Rémy Cosandey

## Retrouver le souffle des Pères fondateurs

Cinquante ans après le traité de Rome, qui a posé en 1957 les bases de l'Union européenne, celle-ci traverse aujourd'hui une phase décisive de son histoire. Paradoxalement, ce moment historique est à la fois celui d'un immense succès, celui qui couronne un demi-siècle d'efforts en faveur de la paix, et celui d'une grave crise, qui met en péril la construction même de l'Europe unie.

Quelle Europe pour demain? Sera-t-elle capable de retrouver son élan initial ou est-elle appelée à se diluer dans une vaste zone de libre-échange? Restera-t-elle à la remorque des Etats-Unis ou arrivera-t-elle à acquérir une véritable indépendance politique? Les 27 pays membres et ceux qui attendent derrière la porte continueront-ils à préserver égoïstement leurs intérêts nationaux ou comprendront-ils qu'une union économique doit être complétée par un double volet social et écologique? Et la Suisse? Doit-elle entrer dans l'Union européenne pour pouvoir s'exprimer sur ses directives qu'elle est souvent contrainte d'appliquer ou est-il préférable qu'elle conserve son indépendance, sa monnaie... et sa fiscalité douce. C'est sur toutes ces questions que s'expriment dans ce forum plusieurs membres du comité rédactionnel de *l'Essor* et quelques invités. Le débat ne fait que commencer...

Rémy Cosandey

## Europe, continent en déclin?

*«L'Europe avait été jusqu'ici le foyer de la culture occidentale. Laminée désormais entre ces deux colosses que sont les Etats-Unis et la Russie, elle conserve sans doute sa vitalité intellectuelle et créatrice, mais la capacité de réalisation lui fait défaut. Notre civilisation ne risque-t-elle pas de changer de caractère?»*

A. Siegfried, sociologue,  
In: *Ame des peuples*

Si l'Union européenne a permis une certaine unification économique et monétaire concrétisée par la monnaie unique, l'euro, il faut reconnaître que le niveau de vie entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale est encore loin d'être identique. Même si elles sont sensées ne plus exister, les frontières productives de progrès sont bien réelles, en témoignent les flux migratoires incessants.

Par contre, la création artistique a depuis belle lurette essaimé à travers tous les territoires européens. Cinéma, musique, danse, littérature, poésie, télévision, mode, art culinaire sont des modèles d'échan-

ges qui peu à peu imprègnent les mentalités. C'est ainsi que les peuples qui sont restés longtemps dans l'ignorance l'un de l'autre se découvrent. Ils apprennent à connaître d'autres goûts, d'autres philosophies, d'autres cultures, le tout aussi riche, aussi étonnant et parfois déroutant, d'une part que de l'autre. C'est là une nouvelle approche de l'émerveillement, de la tolérance. Par bonheur, les arts passent toutes les barrières sans avoir besoin d'être canalisés par des lois et des décrets. Il faut bien reconnaître qu'ils n'ont pas attendu l'Union européenne pour circuler sans passeport à travers notre continent.

Pourquoi, alors, ce sentiment d'inachevé, d'incomplet, de malaise, face à cette Europe naissante? Les politiciens, maîtres des destins des nations, se sont focalisés sur l'économie, le développement, la finance. On dirait qu'ils n'ont pas eu le temps, ou qu'ils n'ont pas vu, qu'ils n'ont pas entendu la peine, les difficultés quotidiennes auxquelles sont de plus en plus confrontés les peuples. Quand je dis peuples, j'entends

par là la population, celle qui se lève tôt le matin pour gagner son pain, pour payer la location d'un logement, d'un lieu pour vivre avec une famille. Sans l'ombre d'une honte, on annonce des profits par milliards, alors que la pauvreté, comme une vilaine tache d'huile, s'étend, gagne des couches qui, jusqu'ici, se maintenaient en équilibre financier. Depuis une dizaine d'années les mendiants tendent une main souvent restée vide, les colporteurs frappent à nouveau à nos portes, les chômeurs et chômeuses vont à la soupe populaire. Europe, belle mortelle, lorsque Zeus fou d'amour t'a emportée sur son taureau blanc, qu'as-tu fait de l'esprit de fraternité, de solidarité? Cet esprit qui a entraîné des foules qui connaissaient encore le sens de l'entraide, au siècle passé. Pourquoi est-il aujourd'hui gommé du langage et des préoccupations des gouvernements européens? Le mot «bénéfice» a pris une telle ampleur qu'il résonne quotidiennement dans nos oreilles, jusqu'à se graver dans nos cerveaux comme l'unique but à atteindre.

Europe où me mènes-tu? Parfois je te rêve unie, épanouie, heureuse, et surtout consciente de tes richesses multiculturelles, créatrice d'une conscience sociale que tu fais résonner sur tout l'univers.

Mousse Boulanger

Huit chroniqueurs de ce forum sont des membres du comité rédactionnel de *l'Essor* (Mousse Boulanger, Remy Cosandey, Susanne Gerber, Yvette Humbert Fink, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba). Les autres intervenants qui nous ont apporté leur précieuse collaboration sont: André Babey (syndicaliste et militant d'ATTAC), Zachée Betche (pasteur aux Brenets), Roger Favre (écrivain), Colette Hein Vinard (ex-secrétaire de l'Europe des Consciences) et Nicolas Rion (secrétaire du Nomes).

# Europe des marchés? Europe des citoyens? Europe sociale?

«On ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs». Personnellement j'aime faire de bonnes omelettes en cassant des œufs. Mais je crois bien que le dicton cité en premier est le langage courant des stratèges militaires, des politiciens de tous bords lorsqu'ils se croient autorisés à mettre en place des invasions militaires au nom de la protection des populations et du droit humanitaire ou de décider du sort de leur population au nom de la raison économique, seul contenu de la raison d'Etat. Pour la grande majorité des gouvernants, le Marché est le dieu unique et adoré. La justice doit s'accommoder de ce dieu adulé par tous les bords politiques, de la droite à la gauche. Voilà posée une approche du problème numéro un aussi bien des partisans et que des opposants irréductibles à l'entrée dans l'UE.

Je suis favorable à une Europe des nations, solidaire et attentive à la justice pour tous et par tous les citoyens de notre terre. Favorable à une Europe qui décline les droits de l'homme à tous les articles de la Déclaration universelle des droits de la femme et de l'homme. Il ne suffit pas d'y entrer pour croire que nous allons changer quelque chose, alors que nous sommes incapables de faire respecter les minima de cette déclaration et de notre Constitution fédérale sur le territoire suisse. La politique des réfugiés

de l'UE qui fait construire des prisons en Ukraine pour retenir les réfugiés, qui accepte que les entreprises européennes installées aux limites du territoire européen utilisent honteusement des dizaines de milliers de réfugiés sans aucun respect des normes sociales, est-ce que la Suisse fait mieux? Si oui comment et où?

«*L'Europe est trop grande pour être unie, mais elle est trop petite pour être divisée. Son double destin est là.*»

Daniel Faucher

On peut aligner un certain nombre d'interrogations pessimistes et alarmistes sur la pauvreté du contenu pratique de la politique européenne en matière des droits de l'homme, Dick Marty en a fait l'expérience avec son enquête sur les détentions arbitraires des prisonniers de la CIA. Dick Marty pourrait aussi enquêter sur la justice à plusieurs vitesses en France, par exemple, selon que le citoyen est riche ou pauvre. La politique européenne étouffe tout ce qui pourrait ternir son image d'authentique défenseur des droits de l'homme. Et sur ce point, c'est vrai, nous pouvons lutter avec Amnesty international et d'autres ONG pour faire pression sur l'UE et la Suisse, sans être de l'UE.

Difficile, mais possible, d'être aujourd'hui partisan d'une Europe des droits humains et sociaux, alors que les citoyens suisses s'avèrent aussi incapables que les Européens de les mettre en pratique chez eux. Comment croire que nous aurions une influence dans ce domaine si ce n'est dans une fuite en avant?

L'idée politique la plus importante de l'UE, c'est de réunir les pays et nations sous l'autorité d'une sorte de gouvernement et d'un parlement, même si les pouvoirs sont limités. Le pouvoir qu'ils exercent avec le plus de succès, c'est celui du marché. Ce ne serait pas négatif, si ce marché ne subordonnait pas tous les autres aspects de la politique des droits humains et sociaux à sa dictature. Qui maîtrise les flux financiers de la Bourse, des banques, des assurances? Qui? Pourquoi laisse-t-on toute latitude dans l'UE comme en Suisse à ces institutions dites indépendantes? mais de qui?

Il y a du pain sur la planche. Ne pas se fermer les yeux sur un monde de rêve à venir, ne pas se laisser envahir par le pessimisme, ne pas... Apprendre à informer les citoyens autour de soi sur les droits et pouvoirs en leurs mains, c'est le seul pouvoir qui pourra construire une Europe des citoyens.

André Babey

## L'Europe des Consciences

La création de l'Europe a été un beau projet, porteur de paix et d'espoir. Aujourd'hui, l'UE déçoit, axée essentiellement sur des objectifs économiques et sur des échanges commerciaux qui donnent lieu à de notoires aberrations.

En 2000, pour créer un contre-poids à cette Europe des marchands, Alain Chevillat et ses collaboratrices ont rédigé la charte de l'Europe des Consciences, soit seize articles comme base d'une société construite autour des valeurs humaines fondamentales: spiritualité (au sens large), écologie et solidarité. Même si, à mon avis, il manque la dimension artistique dans cette charte, j'adhère

complètement à ces articles.

Mais comment concrétiser toutes ces belles idées? En matière de changement, rien à attendre des gouvernements: les hautes sphères de la politique sont manipulées par l'économie dont l'orientation est toute tendue vers plus de profit.

Le changement viendra donc de la base, c'est-à-dire de chacun de nous, par les choix que nous faisons. Il s'agit d'*agir en conscience*, en accord avec nos valeurs. Agir en conscience envers l'environnement. Avec respect et reconnaissance envers notre planète, l'eau, l'air, la vie qui nous entoure et dont nous ne sommes

qu'une parcelle. L'argent est une forme d'énergie. A nous de l'utiliser de manière cohérente, soutenant ainsi l'agriculture, l'industrie et le commerce auxquels nous adhérons. Nous sommes plus puissants que nous ne l'imaginons, et très nombreux à appeler de nos vœux un réel changement. Ne doutons pas du poids que cette masse peut représenter. Ce sont nos choix individuels d'aujourd'hui qui feront l'Europe de demain.

Pour plus d'informations:  
[www.europedesconsciences.org](http://www.europedesconsciences.org)

Colette Hein Vinard

## La Suisse doit-elle adhérer à l'Union européenne?

C'est un peu l'«être ou ne pas être» helvétique, la question récurrente qui tourmente la population suisse avec plus ou moins d'intensité au gré de l'état momentané des relations parfois tumultueuses entre la Suisse et l'Union européenne. Alors que l'UE fête ses 50 ans d'existence, les Suissesses et les Suisses n'ont toujours pas tranché. Ils n'ont, à vrai dire, jamais eu la possibilité de le faire de manière directe.

Les votations liées à la «voie bilatérale» ne peuvent pas être prises à témoin: elles ne concernent que des enjeux strictement sectoriels, sans finalité clairement définie. La votation populaire sur l'initiative «Oui à l'Europe!», en 2001? Les experts s'accordent à dire que le vote s'est joué sur des questions de procédure (qui doit décider?) et de calendrier (à quel moment?). Quant aux résultats des sondages d'opinion, ils varient en fonction du contexte politique suisse, de la conjoncture économique et, dans une mesure non négligeable, de l'état des relations avec l'UE.

*«L'Europe est bien plus qu'une collection hétéroclite d'Etats et de peuples; c'est une civilisation d'un seul tenant et une communauté de destin».*

Elie Barnavi, historien

Il a par exemple suffit que l'Allemagne applique les standards «Schengen», en mars 2004, pour que le pourcentage d'opinions favorables à l'adhésion enfile à la mesure des colonnes de bouchons créées aux postes frontières. A l'inverse, lorsque notre économie prospère et que l'UE nous tance sur la fiscalité des holdings, c'est le réflexe anti-européen qui reprend le dessus. Sur la durée, on peut toutefois estimer qu'un tiers des Suissesses et des Suisses est favorable à l'adhésion, qu'un tiers demeure indécis mais n'exclut aucune option, tandis que le dernier tiers campe sur son hostilité à tout rapprochement supplémentaire.

Cela étant, la question de l'adhésion

conserve toute sa pertinence sur le fond. Suite au «dimanche noir» de 1992, la Suisse s'est en effet considérablement rapprochée de l'UE. Désormais, nous participons aux activités du «club européen», par le biais des accords bilatéraux, nous appliquons ses règles, en adaptant nos lois de manière «autonome», et nous payons même notre cotisation, sous la forme de contributions aux budgets des programmes et agences auxquels nous participons ou pour assurer la cohésion entre les anciens et les nouveaux membres de l'Union. Sur le plan politique, nous restons cependant complètement marginalisés: nous n'avons ni droit de vote lors des assemblées du club, ni la possibilité d'être élus à son comité directeur.

*«L'Europe est un Etat composé de plusieurs provinces».*

Montesquieu

Au fil du temps, la Suisse est devenue une sorte de membre passif de l'UE et ses citoyens, privés des droits liés à la citoyenneté européenne, ont été réduits au rang d'Européens de 2e classe. Par conséquent, la question de l'adhésion se justifie aujourd'hui, peut-être plus que jamais, par la nécessité de parfaire cette intégration progressive mais inachevée dans les structures de l'Union européenne. Puisque nous participons et que nous payons, il serait temps de prendre part aux décisions qui nous concernent directement!

Prenons un exemple: en 1997, les Etats membres de l'UE s'entendaient pour fixer, à l'unanimité, un cadre de règles communes concernant la fiscalité des entreprises (le fameux «code de bonne conduite»). Dix ans plus tard, la Suisse, pourtant absente lors de cette décision, se voit sommée de s'y conformer, à l'instar des autres Etats membres de l'UE. Est-ce vraiment là l'intérêt d'un Etat qui se prétend souverain et démocrate?

Au-delà de la défense de nos intérêts légitimes, une adhésion à l'UE permettrait aux Suissesses et aux Suis-

ses d'apporter une contribution précieuse au développement de l'Union européenne, de l'intérieur. Sans arrogance, mais parce que la Suisse, modèle réduit de l'Europe, a elle aussi dû surmonter ses différences pour trouver des terrains d'entente, développant pour ce faire l'art du consensus, mettant en place des structures fédérales, créant un système de péréquation financière entre ses régions. Plutôt que de pointer du doigt la Bruxelles bureaucratique, nous ferions mieux de mettre nos expériences et nos compétences au service de l'Europe!

Enfin, une participation pleine et entière au processus décisionnel de l'Union nous permettrait d'avoir un impact véritable sur la globalisation. Au lieu de cuisiner des règles et des standards face au réchauffement climatique ou aux flux migratoires tout seuls dans notre coin, nous participerions à l'élaboration de lois s'appliquant à 27 Etats et 500 millions de citoyens. Avec l'Europe comme levier, nous pourrions œuvrer significativement en faveur de l'avènement d'une gouvernance mondiale juste et durable.

*«Ce qu'il y a de moins fatal, de plus humain et de plus libre dans le monde, c'est l'Europe».*

Jules Michelet

Pour la Suisse, la question fondamentale n'est ainsi pas celle de l'adhésion à l'UE, mais plutôt celle de la place de l'Europe dans un monde globalisé et celle du rôle qu'elle-même doit y jouer en son sein. Il ne s'agit pas d'adhérer pour adhérer, mais d'accéder enfin à la table des discussions européenne sans restriction et sans discrimination. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions défendre nos intérêts et faire progresser nos idéaux sur la scène mondiale de manière efficace et durable.

Nicolas Rion  
Secrétaire général du Nouveau  
mouvement européen Suisse  
(Nomes)

## Le mythe de l'Union européenne

En cette année 2007, on célèbre le 50e anniversaire de ce qu'il est convenu d'appeler l'Union européenne (UE). Les Etats européens, à l'exception notoire de la Suisse, ont abandonné une part importante de leurs compétences, dont celle de battre la monnaie, à des technocrates non élus qui siègent dans la Commission européenne. A part son ineffable président, José Manuel Barroso, les membres de la Commission ne sont même pas connus du public. L'UE est avant tout un espace économique et son premier objectif est la croissance économique dans les pays membres, croissance qui ne fait qu'augmenter la fracture sociale avec d'un côté les privilégiés au salaire indécent et de l'autre une masse de gens dont une partie toujours plus grande sombre dans la misère.

tation sur l'EEE. Je vais essayer du mieux que je peux de rendre en français le premier de ces rêves. C'est le rêveur qui parle:

«Je quitte ma maison à l'aube et descends la pente. Il ne fait pas encore jour et je dois regarder où je mets les pieds. C'est le printemps. A droite les buissons s'écartent et la vue s'ouvre sur une prairie entourée de hauts sapins rouges. Mais la prairie n'est pas comme d'habitude. Je m'arrête brusquement. Au milieu du pré, je vois la couverture d'herbe encore brune se soulever comme si une énorme taupe poussait par en dessous. Les mottes cassent et la terre s'éboule à gauche et à droite. Apparaît une tombe sur le fond de laquelle gisent des ossements humains blancs comme la neige. Je distingue nettement des jambes et

ma tombe. Lors de la première et surtout de la deuxième guerre mondiale, une forte inquiétude me saisit de nouveau, mais je ne me retournai pas. Le peuple s'est finalement aidé lui-même et mon intervention n'était pas nécessaire. Mais maintenant je commence à me tourner et me retourner, rien ne m'arrête. Je dois sortir de ce tombeau sombre et oppressant. Mais je suis devenu vieux et faible, trop faible pour mettre en place cette clôture. Viens, je vais te montrer où passe la frontière entre la patrie et le reste du monde et tu installeras cette clôture sur cette frontière. Une patrie sans frontière, ça n'existe pas, elle sombrerait avec toute sa population. Ma clôture n'est pas imperméable, ce n'est pas une haie de ronces infranchissable. Mais elle est une limite, elle sépare ce qui nous a été confié, que nous devons protéger et entretenir, de ce qui ne nous appartient pas et dont nous n'avons pas le droit de nous saisir. Si la patrie est trop grande, la diversité de ses habitants risquerait de la faire éclater. Une patrie doit être connaissable (überschaubar). Bouge-toi mon frère, prends la masse et aide-moi. La Suisse doit de nouveau acquérir un contour, le peuple doit savoir ce qui est à lui et ce qui n'est pas à lui».

«Je tiens la masse dans mes mains, incapable de la manier parce qu'elle est beaucoup trop lourde pour moi. Au moment où je m'apprête à la redonner, le vieillard me regarde intensément et je le reconnais. C'était Nicolas de Flüe.» Fin du rêve.

Commentaire des auteurs de l'article: «La simplicité du message est impressionnante. De nouveau, comme il y a 505 ans à Stans, il s'agit de la pose d'une clôture. A l'époque, le conseil déterminant de Nicolas de Flüe était de ne pas la mettre trop loin, de se restreindre et de concilier des points de vue opposés. Aujourd'hui, d'après le rêve, la Confédération est dans une crise plus dangereuse que lors des deux guerres mondiales. Frère Nicolas est inquiet au point d'intervenir à

suite en page 7

*«Le projet du Marché commun, tel qu'il nous est présenté, est basé sur le libéralisme classique du 20e siècle, selon lequel la concurrence pure et simple règle tous les problèmes. L'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, soit elle recourt à une dictature interne par la remise de tous les pouvoirs à un homme providentiel, soit à la délégation de ses pouvoirs à une autorité extérieure laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale, finalement une politique, au sens le plus large du mot, nationale et internationale».*

Pierre Mendès France (février 1957)

En décembre 1992, le peuple suisse avait fort heureusement refusé de se joindre à l'Espace économique européen (EEE, en allemand EWR). Peu avant la votation, Marie-Louise von Franz et Théodore Abt, tous deux enseignants à l'Institut C.G. Jung à Zurich, avaient publié dans un journal suisse alémanique un article intitulé «Wissen aus der Tiefe zum EWR» (ce qu'on pourrait traduire par «Message de l'inconscient collectif au sujet de l'EEE»). Cet article relate trois rêves faits par un ex-conseiller d'Etat et conseiller national, Bernhard Müller (publié dans le livre «Manneken Pis», der gefährliche Gang der Schweiz nach Europa). Ces rêves avaient manifestement un lien très fort avec la vo-

un crâne. Les jambes commencent à bouger, la bouche s'ouvre et laisse voir deux rangées de dents. Les orbites sont vides et m'effraient. Le squelette se lève, quitte la tombe et se dirige vers moi. J'ai des sueurs froides. Le squelette prend forme, il porte un bonnet de moine, le crâne se mue en un visage barbu, les bras et les mains se tendent, les pieds sont chaussés de sandales de bois, le dos est chargé de piquets, de lattes et d'une masse. Ma peur s'estompe, mais la crainte demeure. Le vieillard jette sa charge à terre à côté du chemin, soupire et se tient immobile et très grand devant moi. Il se met à parler: «Lorsque Napoléon a amené mort et épouvante sur la Confédération, j'étais inquiet dans

nouveau. Nous devons à l'évidence réapprendre à distinguer ce qui nous appartient, dont nous sommes responsables, de ce qui ne fait pas partie de notre pays. Patrie signifie d'abord sentiment d'appartenance et c'est précisément ce qui a été systématiquement discrédité lors de la célébration du 700e anniversaire de la Confédération. Ne sommes-nous pas des gens cosmopolites et mobiles dans une Europe de régions? C'est cela le nouveau mythe. Il est étonnant que la question déterminante de l'EEE, à savoir l'ouverture des frontières, soit considérée comme anecdotique... L'EEE est à l'évidence une suppression de barrières et donc un premier pas vers l'adhésion à l'UE... mais une Europe unie doit résulter de bases spirituelles et culturelles communes et pas seulement d'avantages commerciaux. Cela prend du temps.»

Il y a 15 ans que ce texte a été publié. Son but était de mettre en gar-

de contre une adhésion prématurée à un projet essentiellement marchand. La Suisse a une histoire, une culture et des traditions et il importe de savoir si elles sont compatibles avec l'aventure européenne. Aujourd'hui rien ou presque n'a changé.

L'UE est d'abord un conglomérat économique, voire militaire, et la Constitution heureusement rejetée par les Français et les Hollandais prévoyait d'accentuer encore la dimension économique et militaire de l'UE. Par ailleurs, l'UE tend à se rapprocher des Etats-Unis sous l'impulsion de l'Allemagne Angela Merkel et de la France de Nicolas Sarkozy, alors qu'elle devrait au moins essayer de faire contrepoids à l'empire américain qui cherche à s'appropriier le monde entier, quitte à le rendre invivable.

A ce stade, l'UE reste un projet dangereux, ce qu'il était déjà il y a 15

ans. Il serait malheureux que la Suisse se laisse embarquer dans cette aventure. En restant en dehors, elle a une meilleure chance d'échapper au nivellement mondial orchestré par l'OMC à la botte des Etats-Unis. Et peut-être ferait-elle réaliser à l'Europe – à ne pas confondre avec l'UE – qu'on ne peut pas construire une société viable uniquement sur des critères économiques et financiers. Si le but de l'UE avait été vraiment d'abolir la guerre, il aurait fallu qu'elle appelle à la suppression de toutes les armées plutôt que de pousser au renforcement des capacités militaires de l'Union. Mais cela aurait été en contradiction avec son obsession de croissance économique, laquelle aboutit nécessairement au pillage de la planète et à la soumission des citoyens au pouvoir.

Pierre Lehmann

## Les îles alpines

En tant que Suisse, je me sens pleinement européenne, que ce soit de culture ou plus précisément, géographiquement. Je peux même affirmer que la Suisse est en quelque sorte située au cœur de l'Europe. Et pourtant... officiellement, bien que cela soit à mes yeux un paradoxe, pour ne pas dire une véritable aberration, il s'avère que je ne suis pas reconnue comme telle!

Alors qui suis-je? Une Africaine? Certainement pas, puisque les pays voisins du mien ne sont ni le Cameroun, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire. Serai-je alors une Américaine? Non plus, car lorsque d'aventure je passe les frontières de mon pays je n'arrive ni au Canada, ni au Brésil et encore moins aux Etats-Unis d'Amérique. Alors serai-je peut-être une Asiatique qui s'ignore? Pas du tout, compte tenu du fait que mes voisins ne sont ni Chinois, ni Laotiens et encore moins Thaïlandais ou Indiens.

En fait, j'habite sur une toute petite île bordée au Sud, d'une part, par la barrière montagneuse que l'on nomme les Alpes et d'autre part, au Nord, par la chaîne du Jura. Mes voisins immédiats sont tous des Européens, à savoir des Français, des Italiens, des Allemands et des Autrichiens. L'Europe, dont je suis exclue, comporte en tout 27 pays, y compris ceux cités ci-dessus, qui sont la Belgique, la Bulgarie, Chypre, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royau-

me-Uni, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède. D'autres pays se pressent au portillon de l'Europe, je veux parler de la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine ainsi que la Turquie. Tous veulent une part du gâteau de ce nouvel espace économique, la manne européenne, tous veulent croquer de l'euro, faire partie de cet Eldorado.

Alors que les nouvelles cartes de l'Europe se redessinent de l'Atlantique à l'Oural, dans mon petit village perdu entre le Jura et les Alpes, au cœur même de cette Europe des marchands, je rêve d'un autre continent européen, dont le centre serait mon île, la Suisse, qui ressemblerait plus à un espace de liberté, une terre d'accueil pour tous, dans lequel chacun pourrait circuler librement, y faire ses études, trouver du travail, bénéficier des mêmes avantages sociaux et serait soumis aux mêmes lois juridiques et fiscales. A vrai dire, je rêve d'une Europe empreinte d'humanisme car j'exècre au plus haut point cette Europe commerciale, basée sur le profit et l'exploitation des nouvelles ressources humaines.

Tant que cette Europe-là et bien d'autres pays encore de par le monde propageront cette idée totalement dénaturée, à savoir que le bonheur serait synonyme de consommation effrénée, cela ne me donne pas du tout envie d'y adhérer. Seule sur mon île, je les observe en attendant de voir un jour naître une Europe à visage humain, l'Europe de demain.

Emilie Salamin-Amar.

# Imaginer l'Europe de demain à partir de l'Afrique

En pensant l'avenir de l'Europe et/ou de l'Occident en général, je dois d'abord, en tant qu'Africain, répondre de la légitimité qui m'autorise ou non à le penser. Inutile d'espérer une réponse qui me laisserait dans une imparabable quiétude, tant l'histoire, celle de l'Europe autant que celle de l'Afrique, se sont brutalement rencontrées. Inutile aussi de se voiler la face dans une pseudo politique propre à l'autruche puisque le monde dans son ensemble fonctionne à l'interne sur un mode corrélatif.

Mais situons tout d'abord la rencontre Europe-Afrique dans le vaste contexte historique qui détermine notre présent. On peut structurer l'histoire euro-africaine en trois moments clés.

D'abord l'insertion de l'Afrique par l'Europe dans la dynamique triangulaire, ce tunnel épouvantable de quatre siècles qui instaure le drame anthropologique, politique, économique et historique actuel. Contre les thèses controversées d'Olivier Pétré-Grenouilleau<sup>1</sup> - primé par le Sénat français - ou du bouillant Stephen Smith auteur de *La Négrologie: Pourquoi l'Afrique meurt* (Calmann-Lévy, Paris, 2003) qui rendent l'Afrique responsable de sa tragédie, j'ose affirmer que l'esclavage transatlantique rationnellement conçu à partir de l'Europe est à l'origine de cette couche psychologique de dominé et de dominant qui sévit jusqu'à nos jours et qui sans cesse conditionne toute relation Europe-Afrique.

Ensuite, la phase de colonisation sur les mêmes modes de domination et d'exploitation directes. Au-delà de l'obscène débat sur les «côtés positifs» de la colonisation qui passionne certains politiques en Europe, ce geste m'apparaît dans son principe comme inacceptable parce qu'il perpétue le même projet d'aliénation.

Enfin, l'étape où se sont cristallisées des visions d'indépendances plurielles ainsi que leur impossible démocratisation imposée. Cette dernière phase se résume dans le concept de néocolonialisme qui secrète des formes de domination plus adaptées, plus soft mais qui conserve la même

couche psychologique qui n'a pris aucune ride.

Sans doute il y a à redire, et cela même davantage, sur la responsabilité de certains pouvoirs africains. Ces derniers subordonnent leur cruel enrichissement à l'avilissement de leur propre continent, privant aujourd'hui une abondante jeunesse de rêve. Ce crime du rêve est la cause immédiate du départ pour l'Europe pour ces jeunes fuyant la misère, une sorte d'esclavage à l'image du peuple hébreu en Egypte à l'époque mosaïque. Fantasma ou hantise du mythe de l'ailleurs?

*«Peut-être le temps est-il venu pour nous de reconnaître que la pauvreté matérielle passagère de l'Afrique nous cache son étonnante richesse humaine et culturelle, tout comme notre prospérité matérielle nous permet de voiler des formes plus insidieuses de pauvreté humaine et spirituelle. Alors, si nous réussissons à créer un partenariat entre le Nord et l'Afrique, peut-être apprendrions-nous un jour à voyager, sinon sur le même chemin, du moins dans la même direction; et non plus comme concurrents, mais comme amis».*

Pierre Pradervand

On stigmatise la déferlante médiatique qui promet intentionnellement ou peut-être hasardeusement cette Europe idéale. On se trompe. Autant les médias diffusent l'image triomphaliste et édénique de l'Europe, autant ils secrètent les images insoutenables du drame de l'immigration. Les cadavres de jeunes Noirs qui jonchent les plages européennes, les reportages crus sur la prostitution forcée des jeunes Africaines en Europe ne sont pas des images rares à la télévision.

Certes l'Europe a envie de montrer qu'elle a réussi, qu'elle est forte et qu'elle tient à se saisir à vie de la parole et s'autorise de critiquer et de réguler l'«intrusion» chinoise actuelle en Afrique. Elle veut parler, faire circu-

ler la parole quand elle a envie, quand elle lui sert.

Cependant, au regard de l'impasse qui caractérise l'Afrique de rêve, tous les moyens deviennent bons. Le nouveau pragmatisme étonne, intrigue et suscite les questionnements les plus variés et les plus fantaisistes.

L'Europe abrite à la fois la liberté et sa privation. Vu d'Afrique, l'Europe est une contradiction car nul ne saurait dédouaner le vieux continent par rapport à sa responsabilité partielle dans cette souffrance africaine actuelle. Elle est démocratique, mais pour elle-même. Car la démocratie en Afrique serait, semble-t-il, incompatible avec le projet économique européen très soucieux de l'avenir de l'abondante richesse géologique africaine.

En Occident, deux voix majeures s'élèvent. La première rêve obstinément et secrètement du passé et veut restaurer l'histoire ancienne en privant les autres de leur propriété ontologique d'existence et de mobilité. La seconde dénonce cette abstraction et tente d'instaurer une autre histoire. Cette dernière rêve d'une Europe tournée vers l'avenir.

Vu d'Afrique, le rêve consiste à imaginer une Europe qui n'est pas simplement un lieu où l'on se rend par contrainte. L'Europe du rêve c'est l'Europe qui n'est pas un piège, une sorte de filet à Africains qui exercent une existence de doute déstabilisateur permanent. A la vérité, il n'existe pas une Europe coupée du monde, encore moins de l'Afrique. Aujourd'hui, à l'heure de l'affirmation de l'évidence des intérêts réciproques, il n'est plus question que les relations entre l'Europe et l'Afrique se formulent sur le mode de l'«aide» qui perpétue la domination. Aucun Africain averti n'y croit. Aucun économiste sérieux non plus.

Aucun Africain averti ne croit au simulacre des élections démocratiques, fussent-elles supervisées et authentifiées par les organisations internationales ou par des experts européens. Une quatrième phase de la relation historique Europe-Afrique s'impose et doit passer par un authentique partenariat, équitable et humaniste, juste et propre à l'idée même de la démocratie et de la paix universelles.

<sup>1</sup>Cf. *Les traites négrières: Essai d'histoire globale*, Gallimard, Paris, 2004.

<sup>2</sup>Pour approfondir la réflexion, lire *Le cri de l'homme africain* (L'Harmattan, Paris, 1993) de Jean-Marc Ela ou *Mémoire d'errance* (L'Harmattan, Paris, 1998) de Tidiane N'Diaye.

## La région : pour une Europe à la taille du citoyen

L'homme ne peut se révéler pleinement citoyen que dans une communauté à sa taille. Chez les anciens Grecs, cette préoccupation s'exprime notamment chez Aristote qui proposait que le rayon d'une ville ne dépasse pas la portée d'une voix humaine. De telles considérations ont eu leur rôle aux origines, évidemment imparfaites, de la démocratie.

Nous n'en avons pas moins des leçons à recevoir des Grecs en ce qu'ils ne séparaient pas la *politique* et ce que nous appelons *urbanisme*. C'est que les deux mots relèvent pratiquement d'une même définition, à savoir: l'art de gérer la vie de la cité. La différence entre l'un et l'autre mot, c'est que le premier relève d'une racine grecque et le second d'une racine latine.

Aujourd'hui malheureusement, la *politique* tend à ne plus définir que le jeu abstrait du pouvoir. *L'urbanisme* qui agence, lui, les modalités concrètes, physiques de la vie communautaire tend à n'être plus désormais qu'une discipline technique aux mains de spécialistes universitaires.

Cette séparation dangereuse, perverse, trouve toutefois quelques remarquables exceptions. Ainsi dans l'urbanisme de l'Anglais Howard, créateurs des cités-jardins de la périphérie londonienne qui font de chaque habitant un citoyen au plein sens. C'est sur la même base de réflexion d'Aristote qu'Howard, en particulier, a limité ses cités à 32'000 personnes.

Mais pourquoi ces propos comme introduction à l'Europe des régions? Parce que la région *politiquement comprise* résulte d'une constellation de ci-

tés à la taille de l'homme. Pour comprendre cette dimension politique de la région, prenons le cas du Jura.

Partagé entre la Suisse et la France à l'heure qu'il est, le Jura constitue une indiscutable unité géophysique, naturelle et même culturelle à bien des égards: même langue, mêmes traditions d'architecture rurale, industries semblables comme celles du lait et de l'horlogerie. Entre le Besançon de Proudhon et Fourier jusqu'au Locle de la Fédération jurassienne, le Jura s'est même révélé le creuset de théories libertaires à résonances planétaires qui révèlent une part de son génie. Si la région jurassienne existe donc à l'évidence, elle n'a pas en revanche d'existence politique puisqu'une frontière la sépare en deux parties.

Le sud et le nord de cette frontière nous offrent même deux représentations de la vie en société opposées aux extrêmes qui résultent de l'histoire. Au sud, le modèle constitutionnel suisse privilégie les pouvoirs de la commune et de la région doublés d'un droit d'intervention du citoyen dans les affaires publiques uniques au monde.

Au nord, le modèle constitutionnel français illustre l'absolutisme de l'Etat central modelé à son origine par les rois dans le but d'étendre militairement leurs territoires. En reprenant cet ultra centralisme à son compte, la République française a confiné le citoyen dans un rôle de votant qui fait penser aux oies de la basse-cour auxquelles le cuisinier vient demander de temps en

temps: - A quelle sauce voulez-vous être mangées?

- Mais, nous ne voulons pas être mangées! répondent les oies.

- Vous êtes à côté de la question, tranche le cuisinier.

A l'heure qu'il est, près de 90 % des Français qui ne sont pas des oies souhaitent disposer d'un droit d'initiative populaire à la mode helvétique.

Tout ce qui précède sommairement résumé, il n'est pas de meilleur moyen d'apprécier les enjeux concrets du débat qui divise les partisans de l'unité européenne qu'en allant voir d'un côté et de l'autre du Doubs. Et de comparer.

En sachant que la Révolution française a ensemencé la future Confédération de 1848 d'idées comme le suffrage universel ou l'égalité en droit des cantons dans l'union fédérale, on peut se demander si ce n'est pas à la Suisse aujourd'hui d'inspirer l'Europe future en retour. Nul doute que si les Français, les Polonais ou les Espagnols ont le désir d'une même communauté de citoyens, ils seront sensibles au modèle constitutionnel helvétique. Un modèle lui-même codifié d'ailleurs par un réfugié politique italien de Genève, le comte Pellegrino Rossi.

Qui sait si, au siècle prochain, on ne dira pas de la Suisse qu'elle a préfiguré l'unité européenne?

*PS. Pour ceux qui veulent en savoir plus, voir mon livre «Qui a peur de Denis de Rougemont», paru chez Gasser, Le Locle, en 2006.*

Roger Favre, écrivain

## Mon Europe à moi...

... Je lui souhaite d'être avant tout une démocratie digne de ce nom, d'avoir une politique écologique d'avant-garde et la faculté d'empêcher l'économie de poursuivre sa marche vers une tyrannie suicidaire (pour elle-même et pour nous) et de la mettre en somme au service de la société, et non pas l'inverse. Je lui souhaite en outre de bénéficier de structures étatiques confédérales dans lesquelles:

- les pouvoirs (législatif, exécutif, judiciaire) soient nettement séparés;
- les régions soient autonomes culturellement parlant mais soient libres de s'associer les unes avec les autres pour constituer des Etats confédérés;
- ces Etats confédérés puissent déléguer des tâches qu'ils ne peuvent pas assumer à un Etat central bicaméral (comme en Suisse et aux Etats-Unis) dont l'exécutif serait

constitué par un collège (comme en Suisse et pas comme aux Etats-Unis par un président).

Enfin, une Europe sans armée.

Henri Jaccottet

... Je la vois comme je la veux: déjà, une terre d'accueil, un continent où les hommes pourront circuler, se côtoyer et se connaître. Je l'imagine aussi, certes, comme une mosaïque d'Etats, de mentalités, de langues (tiens, l'espéranto pourrait avoir un rôle important à jouer...), mais ayant conscience d'une unité essentielle, indispensable qu'il s'agirait de cultiver inlassablement. En quelque sorte, une Europe des consciences et non simplement une Europe des intérêts économiques.

Yvette Humbert Fink

## Dis-moi, Grande Sœur Europe!

Tu connais bien le fonctionnement de ta petite sœur cadette, Helvétie: du haut de mes montagnes, j'ai toujours pris un plaisir tout particulier à regarder le monde s'agiter autour de moi, convaincue que je suis d'être dépositaire d'un généreux capital de science infuse, confié directement à mes bons soins par le Ciel et son conseil d'administration. Ton projet de départ m'avait pourtant beaucoup enthousiasmée: un grand espace de collaborations, une «confédération» d'Etats librement associés et respectés dans leurs diversités, un système social et de formation protégeant chacun de tes enfants...

Et que dois-je observer aujourd'hui? A écouter les plaintes de ta progéniture sur l'allègement du panier européen de la ménagère et ses vives re-

commandations à éviter de se rapprocher de toi, à observer ta façon de laisser s'installer de nouvelles formes d'esclavages et de barbaries sur ton sol, de régler tes problèmes internes et rapports mondiaux, je croule sous les désillusions. Je dois, malgré tout, te féliciter d'avoir accordé, dans ton dernier mini-traité, un embryon de droit référendaire à tes concitoyens: c'est un premier petit pas dans la bonne direction. N'hésite surtout pas à généraliser les outils de la démocratie directe: tu sais d'ailleurs à quel point j'aurai un plaisir mal dissimulé à partager avec toi mes modestes compétences en la matière, même si j'ai encore de sérieux progrès à faire.

Il n'empêche que tant que tu continueras à appliquer, avec zèle, les rè-

glements délirants des OMC, AGCS, FMI et autres engeances, je ne vois plus de raisons cohérentes pour un rapprochement, puisque tu as adopté les principes mortifères de la «libre» concurrence, automatiquement déloyale dans sa pratique. Et aussi longtemps que tu ne donneras pas plus de preuves d'humanisme et d'esprit démocratique, que tu te recroquevilleras dans ta citadelle pour ne pas entendre les cris de notre sœur Afrique, je suis condamnée à me ronger les sangs, à la fois fière, perplexe et malheureuse, au milieu de ma prairie préférée... Décidément, les histoires de famille sont parfois vraiment inconfortables!

Edith Samba

## La nature, notre maître à tous

*«L'Europe ne sera sûrement jamais totalement unifiée car la nature égoïste de l'homme nationaliste l'en empêchera. Néanmoins, ce continent continuera d'évoluer, préservant, je pense, ce trou au centre qu'est la Suisse».* (Maël, 17 ½ ans)

*«L'Europe sera de plus en plus soudée, en raison des accords de libre-échange et de la libre circulation, etc. Elle va devenir un continent économiquement évolutif et progressif».* (Noémie, 16 ans)

Q'ajouter aux réponses de ces jeunes? Maintenant déjà, devenir des citoyens plus responsables qui, sans attendre des directives politiques, répondent avec intelligence aux sévères mises en garde de la nature, cette nature politologue comme la nomme Bernard-Henri Lévy alors qu'il évalue l'impact de l'ouragan Katrina dans son livre *American Vertigo*.

Respecter notre terre nourricière ainsi que le font encore les «Peuples premiers» et renoncer aux cultures artificielles sans serres car, dans notre Europe tempérée, c'est dans la saison froide que la terre se régénère naturellement, comme l'expérimentent les petits producteurs écolos d'Andalousie dont les exploitations ont besoin de moins d'énergie que les trop fameuses cultures de fruits et légumes «hors saison».

Souvenons-nous de la population suisse qui n'avait pu qu'accepter de participer au «Plan Wahlen» alors que le pays était encerclé, durant la guerre de 1939 à 1945. Il se pourrait qu'une situation mondiale de pénuries diverses nous incite à revoir nos habitudes de consommation et nous force à inventer un art de vivre correspondant aux diverses régions de ce continent, avec des échanges de proximité.

Peut-être qu'alors l'esprit de lucre, de compétition, de domination fera place à la coopération et au respect de cette nature dont nous sommes ensemble à la fois partenaires et tributaires. Enfin, les politiciens et les managers sauront-ils reconnaître que la nature est leur maître?

Susanne Gerber

### Unir les mêmes valeurs morales

La richesse et la diversité des articles de ce forum montrent bien que les relations entre la Suisse et l'Europe ne laissent personne indifférent. Faut-il adhérer aujourd'hui ou demain? Faut-il rester définitivement à l'écart? Quelles que soient les réponses à ces questions, il faut les respecter car chaque Suisse est convaincu que l'intérêt du pays est dans son camp.

Vouloir rejoindre l'Union européenne pour y défendre de l'intérieur les valeurs démocratiques de la Suisse est une position respectable. Refuser d'y adhérer par méfiance à l'égard de la bureaucratie de Bruxelles est aussi une attitude honorable. Par contre, il n'y a aucune noblesse dans le patriotisme borné, dans la peur des autres peuples ou dans le refus égoïste de partager un peu mieux les richesses du continent.

Pour ma part, je rêve depuis toujours d'une Europe sociale, respectueuse de son environnement et de sa diversité culturelle, d'une Europe éprise de paix et critique à l'égard des errements guerriers des Etats-Unis, d'une Europe qui conclut un véritable partenariat avec l'Afrique, d'une Europe qui exige de tous ses membres le strict respect des droits de l'homme. Les 27 membres actuels de l'Union européenne ne sont pas tous disposés à jouer cette partition. Il conviendrait donc de constituer en son sein un noyau fort comprenant tous les Etats qui partagent les mêmes valeurs morales et pour qui l'Europe ne représente pas seulement une vaste surface commerciale.

Rémy Cosandey

## American Vertigo

Bernard-Henri Lévy, Ed. Grasset, 2006

Voulez-vous marcher sur les pas d'Alexis de Tocqueville (1805-1859), 173 ans après son voyage en Amérique où il avait été envoyé par le gouvernement français afin d'y étudier, en particulier, le régime pénitentiaire? Il en revint avec un ouvrage politique capital: *De la démocratie en Amérique*. Acceptons alors Bernard-Henri Lévy comme compagnon de voyage!

Au bout d'un an de découvertes, de kilomètres de route à travers ce continent (les Etats-Unis), vous

avez le sentiment de mieux connaître ce monde multiple, à la fois sombre et lumineux, comme la vie, avec ses personnages et ses paysages aussi divers que contrastés, ses villes aux quartiers industriels abandonnés, comme ses pauvres, ses cités riches de charme, Las Vegas, les Amish, ses prisons bien sûr, et même Guantanamo.

L'épilogue analyse l'impact de l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans, cet anti-11 septembre prévisible, dé-

masquant l'incurie des édiles, mais soulignant aussi l'entraide des uns comme la violence des autres.

Ainsi, grâce à Bernard-Henri Lévy que je découvre ouvert et attentif, j'ai l'impression d'avoir appris à mieux connaître et à mieux comprendre ce pays dont le voyageur-écrivain ne dissimule ni les contradictions, ni les dérives, ni les espoirs.

Susanne Gerber



## La délinquances des jeunes

Olivier Guéniat, Collection Le Savoir suisse, 2007

Les journaux à sensation et certains mouvements politiques ont trouvé un thème qui fait vendre et voter: la délinquance des jeunes. Chaque jour, on assiste à une surenchère d'articles et de propositions pour résoudre ce problème. S'il est indispensable d'ouvrir le débat, il faut cepen-

dant se méfier des amalgames et des solutions inapplicables. Alors que le battage médiatique s'amplifie et que les partis s'agitent, Olivier Guéniat, criminologue et chef de la police de sûreté du canton de Neuchâtel, analyse la réalité des chiffres et révèle certaines vérités qui contrastent avec

les rumeurs. Le livre qu'il vient de publier (*«La délinquance des jeunes – L'insécurité en question»*) est une contribution essentielle pour établir l'authenticité des faits.

Olivier Guéniat souligne que, globalement, la délinquance des jeunes est en diminution en Suisse, comme d'ailleurs la criminalité en général (303 270 délits en 2005 contre 338 835 en 2004, 359 201 en 1991 et 323 525 en 1982). Mais cette délinquance s'exprime différemment: aussi bien chez les adultes que chez les mineurs, les infractions de violence sont en augmentation. Cette évolution est liée au durcissement dans les rapports entre les gens, de notre société en général. Les jeunes n'ont absolument pas l'exclusivité de la violence puisqu'ils représentent 10% du total des auteurs de délits contre l'intégrité corporelle, donc un niveau inférieur à leur part démographique. L'auteur souligne aussi que le sentiment d'insécurité relève d'une crainte irrationnelle alimentée par les médias, mais aussi par la propagande excessive de certains milieux politiques.

Humaniste, Olivier Guéniat jette un regard clairvoyant sur notre société. Faut-il davantage de policiers? A cette question, il répond sereinement: *«Non. Prioritairement, il faut investir dans tout ce qui permet de faciliter l'intégration, comme les loisirs, la scolarisation et l'accès à une profession. Il faut davantage d'éducateurs de rues et des effectifs plus faibles dans les classes d'école. Il faut œuvrer en amont et pas seulement en aval.»*

Rémy Cosandey

## Retour à l'expéditeur

L'UDC ne manque jamais une occasion de surfer sur les craintes de la population. Alors qu'elle alimente régulièrement le sentiment d'insécurité par ses outrances et ses amalgames, elle vient de lancer une initiative populaire qui demande de renvoyer systématiquement les étrangers qui commettent des crimes graves dans notre pays.

L'initiative est un droit populaire qui fait honneur à la Suisse et il serait mesquin de reprocher à l'UDC d'en user. Ce qui est choquant, ce sont les méthodes utilisées, et ceci pour deux raisons principales. Tout d'abord, parce qu'il est présomptueux d'appeler «Comité pour une Suisse sûre» ce qui est en réalité un rassemblement d'élus UDC. Ensuite, parce que l'esprit de démocratie directe qui fait la noblesse d'une initiative est ici bafoué.

Expliquons-nous! Les partis de gauche, les syndicats, les associations de protection de la nature, les pacifistes, les défenseurs des animaux et les idéalistes de tous bords ont un point commun: pour recueillir les signatures nécessaires au succès de leurs initiatives (100'000 au niveau de la Confédération), ils descendent dans la rue, bravent la pluie et le froid, dialoguent avec les passants.

L'UDC, elle, a une solution plus simple. Grâce à son argent et à des sponsors (mais qui se cachent derrière eux?), elle peut se permettre d'envoyer à tous les ménages du pays des feuilles de signatures. Une première en Suisse... et la preuve qu'on peut tout faire avec de l'argent, même acheter la démocratie!

Vous n'êtes pas d'accord avec le contenu de l'initiative de l'UDC? Vous contestez les méthodes utilisées? Alors, réagissez en retournant à l'expéditeur la feuille que vous avez reçue chez vous. Ne remplissez pas les lignes réservées aux signatures et n'utilisez pas d'injures. Mais, si votre cœur désire s'exprimer, écrivez quelques mots pour dire que la sécurité de la Suisse passe aussi par la justice sociale et l'égalité face à l'impôt, deux notions qui ne font pas partie du vocabulaire de l'UDC. (RCy)



### Un ordinateur à 100 dollars

C'est un Vaudois installé à San Francisco, Yves Behar, qui a conçu l'ordinateur le moins cher du monde, basé sur une étroite interaction entre éducation, design et technologie. Avec son écran lisible même au soleil, sa faible consommation d'énergie (entre 2 et 5 watts), sa batterie pouvant fonctionner grâce au soleil, ce petit ordinateur solide est destiné aux enfants des pays en voie de développement. Ce sont les gouvernements qui en seront les acheteurs et non les particuliers. Il est actuellement testé dans des écoles au Nigeria, en Argentine et au Brésil. Une production de 50 millions d'exemplaires est prévue d'ici à la fin de l'année prochaine.

D'après *L'Hebdo* du 3 mai 2007

### Pour devenir des citoyens éclairés

Connaissez-vous «*L'Age de faire*» et sa devise: savoir, comprendre, agir? Petit journal français dont le No 11 (0,50 euro) vient de paraître et qu'il est bien impossible de résumer en quelques lignes, «*L'Age de faire*» dénonce, montre du doigt, demande des comptes mais fait aussi la part belle aux avancées positives dans le monde. Dans ce No 11, par exemple, une page est consacrée à un économiste anglais, J.M. Keynes, et à son système, non retenu hélas, permettant d'affronter les problèmes de la pauvreté grâce à une caisse de compensation internationa-

le. Un autre article cherche comment refonder le lien civique pour renouer le lien social. Un «dossier» permet d'approfondir un thème, soit, pour ce numéro, *Les créatifs culturels*. Bref, 23 pages pour nous aider à mieux comprendre afin de devenir des citoyens éclairés. Adresse: «*L'Age de faire*», La Treille, F 04290 Salignac, [www.lagedefaire.org](http://www.lagedefaire.org).

### «C'est pas un rêve»

En juillet dernier, quarante jeunes de Lausanne, jeunes dits «sans avenir», montent une pièce de théâtre intitulée «C'est pas un rêve». Ils effectuent ainsi un véritable réapprentissage d'une discipline de vie, d'un projet communautaire. Cette pièce qu'ils ont créée d'un bout à l'autre leur a permis une affirmation de soi, la découverte que l'on peut créer quelque chose, être apprécié, etc., toutes conditions pour un nouveau bon départ dans la vie.

D'après le R.S.R.

### Les nounours à l'hôpital

A Genève, les nounours vont à l'hôpital. Dernièrement, à Carouge, les enfants ont pu amener leurs peluches malades à des étudiants en médecine promus «nounoursologues» pour l'occasion. L'objectif était de leur permettre d'exprimer leurs peurs par rapport au milieu médical. Des enfants âgés de 4 à 7 ans ont pu se familiariser avec

les blouses blanches de manière ludique et parler de leurs inquiétudes à travers le jeu. Les petits patients en peluche ont passé en salle de radiologie et même en bloc opératoire d'où ils sont ressortis pansés et suturés comme il se doit.

D'après *Le Courrier*, juin 2007  
Colette Hein Vinard

### Tableaux végétaux

Jusqu'au 4 septembre, notre amie Edith Samba expose ses tableaux végétaux à la Fondation «Les Lilas» à Chézard-Saint-Martin (Neuchâtel). Chacun des 13 tableaux présentés (paysages, scènes exotiques ou fantastiques) est une petite merveille dans laquelle une graminée devient un arbre, un pétale de fleur une mongolfière, un brin de lichen un rocher sauvage. Rappelons aussi l'édition récente du dernier recueil du SEL du Val-de-Ruz offrant d'innombrables propositions d'échange de biens et de services. Pour tous renseignements: Edith Samba, Derrière l'Eglise 4, 2054 Chézard-Saint-Martin, tél. 032 853 10 45.

*N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15. Merci!*

## Notre santé, c'est d'abord notre affaire!

Le peuple suisse vient de refuser d'abandonner le mode de paiement de l'assurance maladie en vigueur dans notre pays. Il s'agit dès lors de nous mettre au travail pour améliorer le système dans son ensemble en tenant compte notamment: que la population du pays augmente et vieillit de surcroît; que nos hôpitaux sont submergés d'admissions à l'heure où les dégorgements sont largement insuffisants; qu'actuellement, pour beaucoup trop d'interventions chirurgicales qui ne sont pas d'une urgence absolue, les délais d'attente s'allongent de plus en plus; que les médecins praticiens, en ville et à la campagne, succombent sous le poids de tâches administratives devenues écrasantes et souvent tatillonnes leur prenant une trop grande part d'un

temps précieux; que les caisses maladie logent leurs administrations dans des bâtiments immenses et coûteux; que l'Etat, devenu propriétaire d'une bonne partie des «moyens de production» (les hôpitaux), ne peut plus exercer son rôle d'arbitre des conflits.

Or, on doit bien l'admettre, le drame se joue à quatre: les malades ou les malades potentiels, les soignants, les assureurs et l'Etat. L'affrontement est par trop inégal entre ceux qui paient et ceux qui dépensent. Le but de ce forum est d'apporter davantage d'éléments de compréhension à tous ceux que ces problèmes intéressent. Vos avis et vos propositions sont les bienvenus jusqu'au 20 septembre auprès de Rémy Cosandey (adresse ci-contre).

## L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction  
Mousse Boulanger, Jeanlouis Cornuz, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Delia Mamon, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours  
*L'Essor* - Abonnements  
Tunnels 16  
2300 La Chaux-de-Fonds  
ou par courriel: [info@journal-lessor.ch](mailto:info@journal-lessor.ch)

Rédacteur responsable  
Rémy Cosandey  
Léopold-Robert 53 - 2300 La Chaux-de-Fonds  
032/913 38 08; [cosandeyremy@hispeed.ch](mailto:cosandeyremy@hispeed.ch)  
Abonnement annuel: Fr. 36.- (20 euros)  
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression  
Société coopérative du Journal  
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

*L'essor* - ISSN 1023-5663

déla i p o u r l e p r o c h a i n n u m é r o : 2 0 s e p t e m b r e 2 0 0 7  
p r o c h a i n f o r u m : N o t r e s a n t é , c ' e s t d ' a b o r d n o t r e a f f a i r e !